

De l'écriture inclusive à la transidentité, « iel » dans « Le Monde »

Chronique de Zineb Dryef

Le Robert a introduit le mot controversé « iel » dans son édition en ligne. Ce pronom non généré a été cité la première dans le quotidien le 13 octobre 2017, à l'occasion d'une chronique sur la parution d'un manuel scolaire.

L'annonce de l'entrée du pronom « iel » dans l'édition en ligne du *Robert*, le 17 novembre, a été davantage critiquée que saluée. En premier lieu par le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, pour qui l'emploi de ce pronom non généré, contraction d'« il » et d'« elle », « n'est bon à aucun titre ». Si l'éditeur s'est défendu en rappelant que sa mission est « d'observer l'évolution d'une langue française en mouvement, diverse, et d'en rendre compte », le débat est loin d'être clos.

Plutôt récente, la polémique autour du pronom « iel » est née en même temps que celle sur le point médian, utilisé dans l'écriture inclusive. Dans *Le Monde*, « iel » fait son apparition il y a quatre ans, le 13 octobre 2017. Frédéric Joignot consacre ce jour-là sa chronique à la parution d'un manuel scolaire, *Questionner le monde* (Hatier), qui, tout en pratiquant l'écriture inclusive, féminise les métiers et la syntaxe. Il relate les débats en cours : faut-il vraiment utiliser le point médian ? Dire et écrire « charpentière » ou « prévôte », dont la professeure Eliane Viennot rappelle que l'usage était courant jusqu'au XVIIIe siècle ? Écrire « les électeurs et les électrices », ce que l'Académie française juge « redondant » ?

Brouhaha idéologique

Si certaines de ces questions semblent lointaines, d'autres défraient désormais la chronique : « La critique d'art Elisabeth Lebovici, qui a rédigé un essai entier en inclusif, *Ce que le sida m'a fait* (JRP Ringier), soulève la question des personnes qui ne se reconnaissent dans aucun genre : elle préconise d'utiliser alors les pronoms “iel” ou “ille” – au pluriel “iels” ou “illes”. »

Calmons-nous, semble suggérer Alain Rey quelques semaines plus tard, dans un entretien accordé à la journaliste Anne Chemin. La prise de parole du linguiste préféré des Français (décédé en 2020) est attendue, car le débat a tourné au brouhaha idéologique. Ce qui ne surprend pas Alain Rey. « Le caractère belliqueux du débat sur la langue est normal, explique-t-il le 23 novembre 2017, mais il est particulièrement aigu en France, car, dans ce pays, l'unité linguistique ne s'est pas faite toute seule : elle est le fruit d'une volonté politique qui, au fil des siècles, a toujours engendré de violentes bagarres. »

Point par point, Alain Rey revient sur l'histoire de la place du féminin dans la langue. Il souligne que « le fait que 99 femmes et un homme deviennent “ils” au pluriel, c'est évidemment scandaleux », mais rappelle que « c'est l'usage qui prime, c'est lui qui a raison ». Dans le système des pronoms, il rappelle que « je » et « tu » sont parfaitement inclusifs puisqu'ils peuvent désigner indifféremment un homme ou une femme. « Mais avec la troisième personne, “il” et “elle”, cela ne marche plus : si on voulait y remédier, il faudrait avoir recours à une invention bizarroïde, comme “iel”, qui voudrait dire à la fois “il” et “elle”. » Là encore, il n'y croit pas beaucoup : « Une inclusion forcée de ce type est cependant vouée à l'échec. »

Débat dans les rédactions

Pourtant, le pronom se diffuse lentement au-delà des cercles militants, notamment sur les campus. Il provoque un débat dans les rédactions : que faire lorsqu'un jeune homme ou une jeune femme le revendique ? Le 8 juin 2019, Solène Cordier l'emploie entre guillemets, lorsqu'elle retrace le parcours d'Emma, qui ne se reconnaît ni comme fille ni comme garçon : « Née fille quatorze ans plus tôt, Yane – qui portait alors un autre prénom – a souhaité n'être plus rattachée au genre féminin. Deux ans plus tard, “iel” (c'est le pronom neutre choisi par Yane, qui souhaite par ailleurs être accordé au masculin, y compris dans cet article) se définit comme “non binaire” et agenre. »

Dans un encadré, le quotidien tient à préciser son usage du pronom neutre : « C'est la première fois

que *Le Monde* est en présence, dans ses pages, de l'expression "gender fluid". Il est probable que de plus en plus de personnes se revendiqueront de catégories échappant au clivage masculin-féminin (...) De même que nous avons fait le choix de ne pas utiliser le point médian, nous réserverons l'utilisation du pronom "iel" à des cas très particuliers. »

C'est au cours de l'année 2021 que les articles comportant le pronom non genré se multiplient. En février, Pascale Krémer se penche sur la façon dont la transidentité bouscule les façons de se présenter. « En français ou en anglais, de drôles de mentions apparaissent, ces temps-ci, dans les "bios", ces quelques lignes de présentation sur les réseaux sociaux, écrit-elle. (...) "il/lui", "they/them", "elle/elle", "she/her/hers", "il/they", "il/elle" : toute une flopée de pronoms personnels sujets et compléments (et d'adjectifs possessifs) s'affichent. »

Même la vice-présidente des Etats-Unis, Kamala Harris, précise les siens, du genre féminin : « she/her ». Un usage qui n'est ni une mode ni une lubie, mais un mouvement profond, suggère Arnaud Alessandrin, sociologue à l'université de Bordeaux. Il parle d'« une prise de conscience que les questions d'identité de genre concernent tout un chacun. »

Le 18 juin, Isabelle Mayault, dans *M*, s'intéresse aux « hacktivistes » de la langue, des étudiants en design et typographie qui créent de nouveaux alphabets pour « faire émerger une nouvelle langue française qui se serait débarrassée du féminin et du masculin », et pour qui « iel » fait partie du langage courant.

En octobre, Véronique Chocron explique que, aux Etats-Unis, « l'American Dialect Society, société savante vouée à l'étude de la langue anglaise en Amérique du Nord, a désigné "they" comme le mot de la décennie, reconnaissant l'utilisation croissante du pronom pluriel comme forme singulière pour désigner les personnes ayant une identité de genre non binaire ».

En France, alors que le débat autour de l'initiative du *Robert* fait rage, les grandes entreprises tâtonnent, écrit-elle, et « bien peu proposent aujourd'hui à leurs salariés d'afficher leurs pronoms choisis, hormis le groupe finlandais Nokia ou bien les filiales de multinationales britanniques et américaines ».

Diony Lebot, directrice générale déléguée de Société générale, indique qu'on lui a proposé d'afficher ses pronoms mais qu'elle a décliné : « Je ne suis pas contre, et si j'avais été en poste aux Etats-Unis, où cela est banalisé, j'aurais signé mes e-mails avec mes pronoms. En France, personne ne comprend à ce jour à quoi cela correspond, mais je pense que ça viendra. »